

« Ils » recrutent de moins en moins de profs : c'est pour mieux faire disparaître l'Educ Nat

écrit par Christine Tasin | 15 mai 2022





Les admissibilités commencent à tomber... et les syndicats ahuris constatent que, non seulement de moins en moins de personnes s'inscrivent pour passer le capes (ça se comprend, l'assurance de se retrouver à Créteil quelques années, ça a de quoi refroidir ; ajoutez à cela les salaires qui ne peuvent rivaliser avec ceux perçus dans le privé par les étudiants en maths et sciences), mais en plus Macron filtre à mort les futurs profs en mettant au concours de moins en moins de postes : des centaines d'enseignants vont manquer à la rentrée !

Certes, on peut arguer que si peu de candidats sont admissibles (avant les épreuves d'admission) c'est peut-être qu'ils n'ont pas le niveau. C'est en effet une réalité absolue, le niveau baisse, baisse, baisse... mais on sait que Macron ~~s'en fout~~ veut aussi cela. Cependant quand on voit que, en maths, où l'on manque cruellement de candidats, au point de

recruter nombre de vacataires africains, il n'y a eu que 816 candidats admissibles cette année, contre plus du double l'année dernière, 1705, et qu'en allemand, discipline un peu moins hantée par les dégénérés et les racisés que d'autres disciplines, même combat : 83 admissibles, pour 177 en 2021, alors qu'il y a 215 postes à pourvoir ! Même en admettant que les 83 admissibles soient admis (ce qui est impossible), il va rester presque les 2/3 des postes nécessaires non pourvus.

On comprend ce qui est en train de se tramer ! Les profs sérieux, qui bossent leur capes, qui se donnent la peine de passer les concours vont, après l'année de formation, être affectés... là où on manque de monde parce que personne ne veut y aller. A savoir les territoires perdus de la République. Pourront pas refuser, car c'est leur poste. Point barre. Et ceux qui attendent tranquillement que les rectorats aient besoin de remplaçants ponctuels à l'année dans les grandes villes auront les postes les plus intéressants. Certes, ils sont/seront sous-payés, sans garantie d'emploi, mais ils auront l'assurance d'échapper à Créteil, de pouvoir travailler dans leur ville, leur département, là où il y a leurs familles, leurs conjoints...

Ainsi les objectifs de ceux qui refusent le concours et ses inconvénients plus nombreux que ses avantages rejoignent-ils les objectifs de Macron.



Pendant ce temps, les parents se mobilisent 100 fois par an parce que leurs gosses n'ont pas de remplaçant pour le prof d'anglais malade, pour le prof de maths qui doit accoucher...

Macron s'en fout. Comme ne me disait pas mon ancienne prof d'allemand : *demerden sie sich !*

En effet tout cela est voulu. Et ce n'est pas fait pour enquiquiner les parents ni pour faire baisser encore plus le niveau (quoi que...), non tout cela est fait exprès pour préparer le grand projet de Blanquer-Macron, l'autonomie des

établissements. Et donc le recrutement par le chef d'établissement des professeurs qu'il voudra pour faire des projets d'établissement... correspondant à la population et au lieu. Comme ils ne feront pas partie de la fonction publique, qu'ils seront en CDD (voire en CDI s'ils donnent toute satisfaction (idéologique), ils vont coûter moins cher... les syndicats enseignants et leur pouvoir extraordinaire vont eux aussi disparaître eux aussi (pour le coup ce n'est pas la plus mauvaise nouvelle).

J'avais consacré il y a 3 ans un article à ce que se prépare (mais n'apparaît nulle part sur les programmes de Macron - programme ? vous avez dit programme ? quel programme ?). Le voici à nouveau, il contient les pistes de l'école macronienne de demain.

Que 10% des enseignants soient nommés sur profil, sur compétences particulières ?

Sur le papier, l'idée est bonne. C'est déjà le cas pour un certain nombre de professeurs qui, au lieu de passer à la moulinette des mutations intra ou inter académiques, tant de points par année d'ancienneté, tant de points pour le rapprochement de conjoints, pour les enfants... postulent sur des postes à profil.

C'est le cas, par exemple, pour les professeurs qui enseignent la physique-chimie ou l'histoire-géographie en anglais ou en allemand dans les classes dites européennes de lycée. Ils font acte de candidature, leur inspecteur étudie les demandes, compare les C.V, convoque éventuellement les postulants pour un entretien... Ils peuvent faire plusieurs demandes de postes spéciaux dans leur académie, et s'ils ne sont pas pris, ils obtiendront un poste comme tout le monde, après la moulinette des points.

Naturellement, ce système ne met pas à l'abri des copinages,

des snobismes, des postes à profil créés pour un tel... mais ils sont encore relativement peu nombreux, et il n'y en a pas dans toutes les disciplines.

Or, ce que veut faire Blanquer est très différent.

<https://français.rt.com/france/53658-rh-dans-ecoles-pour-recruter-professeurs-privatisation-ecole-marche>

Il veut recruter directement des enseignants (qui ne seront donc pas titulaires, très vraisemblablement) par des établissements qui auront créé des profils particuliers, des besoins particuliers...

Les mauvaises langues (et RT qui ne connaît pas bien, sans doute, le système éducatif français) diront que les établissements de haute gamme parisiens, par exemple vont se faire une joie de participer à l'hallali et d'extraire les meilleurs enseignants...

Erreur. Ils ont déjà les meilleurs enseignants. Que croyez-vous ? Que Janson de Sailly, Condorcet, Louis le Grand, Fénelon... n'ont que des gauchistes pratiquant la méthode Freinet ou l'égalitarisme ravageur ? Non seulement ils recrutent sur les quartiers huppés, ce qui aide, mais ils sont parvenus à attirer et conserver les meilleurs enseignants, avec un grand nombre d'agrégés... convaincus de devoir former une élite. Voir [les classements des lycées parisiens](#), notamment ceux qui affichent 100 pour cent de réussite...

Alors ? Que veut faire Blanquer ?

Si vous ne le savez pas, dans de très nombreux collèges de l'académie l'accueil des étrangers non francophones est une priorité nationale, et les classes spéciales qui leur sont réservées se multiplient...

Il est évident que l'on va recruter des gens qui ressemblent aux enfants de clandestins sans passer par les fourches caudines des concours (Capes, Agrégation...) avec le recrutement, dans les quartiers, de « grands frères » chargés de faire la paix à l'école. D'acheter la paix à l'école. Et autant de CPF qui ne seront pas au chômage

De façon très tendancieuse, on va créer des postes à profil pour des zigs, des copains... très engagés politiquement, à qui on pourra demander de faire le sale boulot, traduisez la manipulation de nos chères têtes blondes. Imaginez que des milliers de De Cock soient en embuscade pour obtenir des postes de professeur sans montrer patte blanche... Et les associations vampires vont s'engouffrer là-dedans, évidemment. Déjà que la LDH ou SOS racisme viennent faire des cours à nos gosses sur l'accueil des migrants...

Enfin, le résultat est que c'est la fin du même enseignement pour tous, quelles que soient la ville ou la région que l'on habite. **Chaque établissement va pouvoir se faire un programme local, avec des enseignants recrutés spécifiquement (à quel niveau ? l'histoire ne le dit pas encore mais je crains le pire). C'est la fin de l'éducation nationale, la fin des programmes nationaux, la fin de l'école française... Et la fin de l'égalité républicaine.** Même si elle n'existe plus que sur le papier actuellement, on peut la restaurer. Avec Blanquer-Macron, c'est fini.

Mais cela ne m'étonne pas, Blanquer est un obsédé de l'autonomie des établissements...

J'avais insisté, lorsque nous avons appris que Blanquer serait Ministre de l'Education nationale, sur sa fascination fort inquiétante pour l'autonomie des établissements.

[...]

I L'essentiel, pour Blanquer, c'est l'évaluation...

Je peux vous assurer que l'on passe déjà plus de temps à construire des outils d'évaluation et à évaluer qu'à

enseigner... Imaginez la suite avec Blanquer. Les passages grisés rapportent des paroles de Blanquer :

[...]

*« Il ne s'agit pas d'inventer une nouvelle machinerie éducative, une nouvelle bureaucratie, mais au contraire de libérer les acteurs. Pour développer l'humain en l'homme et en l'enfant, il faut de la liberté et de la responsabilité. **Il faut donc garantir l'autonomie des acteurs**, qui sont à même de définir des solutions. Il faut ensuite les évaluer, de façon à ce qu'il y ait de la confiance a priori et du contrôle a posteriori, plutôt que l'inverse. »*

II La conséquence de l'évaluation à tout crin, c'est l'autonomie des acteurs, traduisez des établissements.

Nous y voici.

Une éducation nationale ? Fini.

Un programme national ? Fini.

La règle, dorénavant, va être le système privé appliqué au système public. Autonomie des établissements qui pourront faire ce qu'ils voudront, recruter qui ils voudront pour faire ce qu'ils voudront, en suivant ou pas les programmes officiels, de moins en moins avec le temps...

Et l'on sent que dans les Territoires perdus de la République les établissements vont être complètement autonomes, très vite. Et donc soumis aux pressions et associations locales. Je ne vous fais pas de dessin.

*« Il faut simplement **une méthodologie de la réforme** [...]: il faut d'abord considérer qu'on ne peut pas tout faire, tout de suite et partout. **Pour commencer en douceur, il faut donner***

de la liberté à certains territoires, à certaines structures, sur la base du volontariat. Il faut faire réussir des initiatives à moindre échelle, avant de les généraliser.

Si on prend l'exemple de l'établissement autonome, on n'est pas obligé de le faire tout de suite à 100 %. Même en le voulant, de toutes façons, on n'y arriverait pas. Il faut commencer sur une petite base de 5 à 10 % d'établissements volontaires, montrer que c'est un jeu gagnant pour tout le monde, y compris pour les professeurs qui pourront choisir leur lieu de mutation. Par ailleurs, il faut aussi faire saisir qu'il y a des effets de système et que si un élément administratif est modifié, des éléments pédagogiques le seront aussi : si le recrutement des professeurs est modifié, leur formation le sera également, ainsi que le contenu des programmes. Tout se tient : il faut avoir une vision systémique, qui ne soit pas pyramidale et qui fasse confiance aux acteurs.

La déconstruction avait commencé, puisque l'on ne parlait plus de Clovis et de Charles Martel, que Molière était réduit à des extraits de farces proposées en 5ème et que se multipliaient la littérature de jeunesse parlant de l'esclavage, du racisme, du vivre ensemble...

Les profs et les élèves sont prêts à accueillir les réformes de Blanquer, bien préparées par Belkacem. Il ne manquait plus que cette dernière réforme pour que disparaisse l'Education nationale, remplacée par l'animation à l'anglo-saxonne, histoire de faire irrémédiablement disparaître ce qui nous reste d'élites.

Parents, cherchez, de plus en plus, comment éviter l'école publique... Essayez le privé, l'école à la maison...

Et c'est un professeur qui fut maladivement attaché à l'école

républicaine, à l'école publique, à l'ascenseur républicain qui vous le dit.

<http://resistancerepublicaine.com/2017/05/18/blanquer-va-achever-le-boulot-de-belkacem-son-terrifiant-programme/>

Je ne comprends pas pourquoi et comment Blanquer a réussi à passer pour un rétro... C'est sans doute le plus dangereux de tous, après Belkacem. Et je mesure mes mots. D'ailleurs, le seul fait qu'il ait été choisi par Macron devrait mettre la puce à l'oreille de ses laudateurs...

<https://resistancerepublicaine.com/2018/09/03/blanquer-prepare-le-recrutement-des-profs-par-copinage-et-la-disparition-des-programmes-nationaux/>